



# PRÉFET DU DOUBS

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Bourgogne - Franche-Comté**

**Arrêté préfectoral n° 25 – 2021 – 01 – 26 – 005**

Autorisation Environnementale

**S.A.S. FAIVRE-RAMPANT – Carrière de Jougne au lieu-dit « Les Perrières »**

Le Préfet du Doubs

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU**

le code de l'environnement ;

le décret du 24 septembre 2018 portant nomination de Monsieur Joël MATHURIN, Préfet du Doubs ;

le décret du 27 novembre 2014 portant nomination de M. Jean-Philippe SETBON, administrateur civil hors classe détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture du Doubs ;

les arrêtés du 20 novembre 1982 fixant la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire et du 22 juin 1992 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Franche-Comté complétant la liste nationale ;

l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

l'arrêté du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

l'arrêté du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

les arrêtés ministériels du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres, les listes des mollusques et les listes des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

l'arrêté ministériel du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence ;

l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

l'arrêté du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

l'arrêté n°25-2020-08-12-004 du 12 août 2020 portant délégation de signature à M. Jean-Philippe SETBON secrétaire général de la préfecture du Doubs ;

l'arrêté préfectoral n°5222 du 3 octobre 1990 autorisant la société Établissement Michel à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de Jougne ;

l'arrêté préfectoral 2002/DCLE/4B/N°971 du 30 janvier 2002 autorisant la société FAIVRE RAMPANT à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de roche calcaire sur le territoire de la commune de Jougne au lieu-dit « Les Perrières » ;

la demande déposée le 10 août 2018, complétée par courrier du 17 septembre 2018 et courriels du 9 et 12 juillet 2019, par la S.A.S. FAIVRE-RAMPANT dont le siège social est implanté au 2, route des Fournets à Les Fins (25500) en vue d'obtenir le renouvellement de l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de roche calcaire sur le territoire de la commune de Jougne au lieu-dit « Les Perrières », comprenant notamment une extension de la carrière de 4 ha et une augmentation des quantités extraites annuellement ;

la décision du 24 septembre 2019 du président du tribunal administratif de Besançon portant désignation du commissaire-enquêteur ;

l'arrêté préfectoral n°Préfecture-SCPPAT-BCEEP-2019-10-02-001 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du 28 octobre 2019 au 30 novembre 2019 inclus, sur le territoire de la commune de Jougne ;

les avis exprimés par la DDT, la DRAC, l'ARS, le service biodiversité eau patrimoine de la DREAL, l'INOQ et le SDIS ;

l'avis exprimé par la direction générale de l'environnement du canton de Vaud (Suisse) ;

l'avis exprimé par l'autorité environnementale,

l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

la publication de cet avis dans deux journaux locaux ;

le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

les avis émis par les conseils municipaux des communes de Hopitiaux-Neufs, Jougne et Saint-

Antoine, et par le Conseil général du Doubs ;

le rapport et les propositions en date du 15 mai 2020 de l'inspection de l'environnement ;

le compte-rendu daté du 1<sup>er</sup> juillet 2020 de la réunion du 23 juin 2020 du conseil départemental de la nature des paysages et des sites ;

le courrier du 26 novembre 2020 de la société Sciences Environnement émis pour le compte du pétitionnaire joignant une demande de modifications de la demande déposée le 10 août 2018 ;

l'avis en date du 14 janvier 2021 du conseil départemental de la nature des paysages et des sites au cours duquel le demandeur a été entendu ;

le projet d'arrêté porté le 15 janvier 2021 à la connaissance du demandeur ;

les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel en date du 18 janvier 2021 ;

### **CONSIDÉRANT CE QUI SUIT :**

1. le projet faisant l'objet de la demande est soumis à la procédure d'autorisation environnementale prévue par l'article L.171-1 du code de l'environnement ;
2. l'autorisation environnementale ne peut être accordée sans tenir lieu de la dérogation mentionnée au 4<sup>o</sup> de l'article L.411-2 du code de l'environnement, que si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de garantir le respect des intérêts mentionnés à l'article L.411-1 du même code ;
3. lors de la conception du projet, la séquence « éviter-réduire » a été intégrée et présentée dans le dossier de demande permettant ainsi d'assurer une conception optimisée du projet comprenant toutes les mesures pertinentes d'évitement et de réduction des impacts, notamment l'évitement lors de l'extension d'une pelouse pâturée montagnarde qui constitue un habitat d'intérêt communautaire, ainsi que l'évitement, en cas de présence du Grand-duc d'Europe, de travaux de remblaiement à des périodes susceptibles de nuire à la reproduction de cette espèce ;
4. les travaux ne nuiront pas localement au maintien dans un état de conservation favorable des espèces présentes localement du fait des mesures prévues par la SAS FAIVRE RAMPANT et de celles définies par le présent arrêté, notamment du fait du choix de la période des travaux d'abattage et de défrichement ainsi que de la conservation par des modes de gestion en faveur des habitats remarquables de la pelouse et du pré-bois situés au nord-est de la carrière ;
5. les enjeux environnementaux sont suffisamment pris en compte par les mesures prévues par la SAS FAIVRE RAMPANT et que l'ensemble de ces mesures sont retenues dans la présente autorisation ;
6. les mesures prévues dans le cadre de la remise en état du site afin d'obtenir sur l'emprise de la carrière une mosaïque d'habitats de dimension suffisante présentent un intérêt biologique ;
7. le projet tel qu'autorisé par le présent arrêté ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des espèces protégées concernées dans leur aire de répartition naturelle ;
8. en accord avec les orientations du schéma départemental des carrières du Doubs, la priorité a été donnée avec ce projet au renouvellement-extension de site existant, permettant de

limiter le mitage du paysage ainsi qu'à une implantation en dehors de zonages environnementaux d'intérêt ;

9. les dispositions légales et réglementaires applicables au projet nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;
10. les mesures imposées dans le présent arrêté tiennent compte des résultats des consultations menées et mentionnées dans le rapport en date du 15 mai 2020 de l'inspection de l'environnement, et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations et notamment les risques de pollution des eaux et du sol, les envols de poussières, les nuisances sonores et de vibrations, les effets sur le paysage, le boisement et sur la biodiversité ;
11. les mesures fixées dans le présent arrêté assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, et le cas échéant les éléments mentionnés au II de l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;
12. les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

## **ARRÊTE**

---

## TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

---

### CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

#### Article 1.1.1 Domaine d'application

La présente autorisation environnementale tient lieu :

- d'autorisation au titre de l'article L. 512-1 du code de l'environnement,
- d'enregistrement au titre de l'article L.512-7 du code de l'environnement.

Sous réserve du respect des dispositions visées à l'article 1 du titre VI, les travaux objet de la présente autorisation peuvent être réalisés sans qu'il soit besoin de solliciter une dérogation au titre de l'article L.411-2 du code de l'environnement.

#### Article 1.1.2 Exploitant titulaire de l'autorisation

La S.A.S. Faivre-Rampant dont le siège social est implanté au 2, route des Fournets à Les Fins, est le bénéficiaire de l'autorisation environnementale définie à l'article 1.1.1, notamment pour les installations détaillées dans les articles 2.1.1 et 2.1.2 sur le territoire de la commune de Jougne au lieu-dit « Les Perrières », sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté.

#### Article 1.1.3 Installations concernées par l'autorisation environnementale

Ces installations sont celles soumises à autorisation au titre de la nomenclature des installations classées listées dans le tableau de l'article 2.1.1.

L'autorisation environnementale inclut également les équipements, installations et activités que leur connexité rend nécessaires à ces activités, installations, ouvrages et travaux ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients.

Elles sont situées sur le territoire de la commune de Jougne au lieu-dit « Les Perrières » sur les terrains dont les références sont les suivantes :

Commune	Section	N° de parcelle	Surface comprise à l'intérieur du site objet de l'autorisation environnementale en m²
Jougne	E	230	1 ha
		257	3 ha 7 a 41 ca
		307	6 ha 42 a 59 ca
Total			10 ha 50 a 00 ca

#### Article 1.1.4 Conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale

Sauf disposition réglementaire ou mentionnée dans le présent arrêté, contraire, :



- les installations et leurs annexes, incluses dans l'autorisation environnementale au sens de l'article 1.1.3, sont construites, disposées, aménagées et exploitées,
- et les mesures d'évitement, de réduction et de compensation, ainsi que la remise en état du site sont réalisées,

conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation environnementale déposée par le demandeur, y compris les modifications apportées par courrier du 26 novembre 2020.

#### **Article 1.1.5 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs**

À l'exception de celles de l'article 1, les dispositions de l'arrêté préfectoral 2002/DCLE/4B/N°971 du 30 janvier 2002 sont abrogées.

---

## ***TITRE 2 DISPOSITIONS GÉNÉRALES PORTANT SUR L'AUTORISATION AU TITRE DE L'ARTICLE L.512-1 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT ET AUX AUTORISATIONS, ENREGISTREMENTS ET DÉCLARATIONS AU TITRE DES ARTICLES L.512-1, L.214-3, L.512-7 ET L.512-8 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT***

---

### **CHAPITRE 2.1 NATURE DES INSTALLATIONS**

#### **Article 2.1.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

Les installations, objet de la présente autorisation, relèvent des rubriques et selon les limites suivantes :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	A/E/D C/D (*)	Nature et volume des activités
2510-1	Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6 de la rubrique 2510.	A	Extraction à sec et à ciel ouvert de matériaux issus de roches massives Carrière de calcaire du kimméridgien d'une superficie de 10 ha 50 a dont 9 ha 02 a d'extraction. Quantité maximale autorisée de matériaux extraits : 165 000 tonnes par an.
2515-1a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels	E	Installation de concassage et criblage de matériaux d'une puissance de 650 kW.

	ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2.  La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant supérieure à 200 kW.		
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant supérieure à 10 000 m².	E	Station de transit d'une superficie de 18 000 m².
(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), C (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE)			

### Article 2.1.2 Consistance des installations autorisées

La quantité totale de matériaux autorisée à extraire est 2 625 000 tonnes.

Sur une période correspondant à chaque phase, la moyenne annuelle de quantité de matériaux extraits ne dépasse pas 150 000 tonnes par an.

Le mode d'extraction est l'abattage à l'explosif.

Le matériau est ensuite repris à la pelle hydraulique et chargeuse à pneus, et valorisé par des installations de traitement concassage criblage fonctionnant au Gazole Non Routier (GNR) ou à l'électricité. Les gros blocs sont repris au brise-roche pour obtenir une granulométrie moins importante compatible avec la trémie d'alimentation de l'installation de traitement.

Les stocks formés seront disposés sur le carreau d'exploitation.

Une activité d'accueil de déchets non dangereux inertes provenant de l'extérieur de la carrière est réalisée sur le site à des fins de remblaiement du site dans les limites suivantes :

- pour les phases quinquennales 1 et 2 : 9 000 tonnes par an en moyenne sur la phase considérée,
- pour la phase quinquennale 3 : 36 000 tonnes par an en moyenne sur la phase considérée,
- pour la phase 4: 27 000 tonnes par an en moyenne sur la phase considérée.

Les types de déchets acceptés pour cette activité sont ceux listés en annexe I de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées. Les restrictions établies en annexe I de cet arrêté s'appliquent.

Les horaires d'exploitation des installations sont du lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30 hors jours fériés. Exceptionnellement, après que l'exploitant en ait informé le maire de la commune de Jougne et l'inspection de l'environnement, l'exploitant peut étendre les horaires du lundi au vendredi de 7 h à 22 h 00 hors jours fériés.

Sont prévus sur le site, des bungalows, une cuve double-paroi de 4 m<sup>3</sup> de GNR, une cuve de 2,5 m<sup>3</sup> d'AUS 32 (solution aqueuse d'urée), un pont-bascule, un laveur de roues et une aire étanche pour le ravitaillement des engins. Les locaux sont alimentés en électricité depuis le réseau ERDF via un transformateur privé.

## **CHAPITRE 2.2 DURÉE DE L'AUTORISATION**

### **Article 2.2.1 Durée de l'autorisation**

L'autorisation d'exploiter la carrière est accordée pour une durée de 18 années à compter de la date de notification du présent arrêté.

Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

L'extraction de matériaux est interdite à partir des 6 mois précédant la date d'échéance de l'autorisation d'exploiter.

## **CHAPITRE 2.3 GARANTIES FINANCIÈRES**

### **Article 2.3.1 Montant des garanties financières**

L'exploitant doit, préalablement à la mise en activité de la carrière, avoir constitué des garanties financières d'un montant au moins égal à celui indiqué dans le tableau ci-dessous.

Période	Phase 1 (5 ans)	Phase 2 (5 ans)	Phase 3 (5 ans)	Phase 4 (3 ans)
Montant minimal en euros	200126	196314	194397	192260

Il a été défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 9 février 2004 en prenant en compte un indice TP01 de 109,8 (paru au JO du 18 décembre 2020) et un taux de TVA de 20 %.

Le montant des garanties financières est établi en se basant sur le coût des opérations suivantes :

- remise en état du site après exploitation.

## **CHAPITRE 2.4 MISE À L'ARRÊT DES ÉQUIPEMENTS ET CESSATION D'ACTIVITÉ**

### **Article 2.4.1 Équipements abandonnés**

Les équipements abandonnés sont évacués ou font l'objet de mesures qui garantissent leur mise en sécurité, et la prévention des pollutions et des accidents.



#### **Article 2.4.2 Cessation d'activité**

Nonobstant les dispositions légales et réglementaires, les dispositions applicables sont celles des articles 1.1.4 et 2.4.3 concernant la remise en état du site.

Pour l'application des articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement, l'usage à prendre en compte est le suivant : milieu naturel et partiellement pour l'agriculture.

#### **Article 2.4.3 Modalités de remise en état du site**

La remise en état du site est réalisée conformément au plan en annexe 1 du présent arrêté et achevée au moins trois mois avant la date d'échéance de l'autorisation d'exploiter la carrière. La remise en état comprend le démontage et l'évacuation de l'ensemble des équipements et installations.

### **CHAPITRE 2.5 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS**

#### **Article 2.5.1**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

---

## **TITRE 3 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT**

---

### **CHAPITRE 3.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS**

#### **Article 3.1.1 Modalités d'extraction**

L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux présents en annexe 2 du présent arrêté.

##### *Article 3.1.1.1 Décapage*

En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques, l'exploitant en informe immédiatement la Direction Régionale des Affaires Culturelles concernée et laisse les lieux en l'état jusqu'à obtenir son accord pour reprendre les opérations d'extraction.

##### *Article 3.1.1.2 Épaisseur d'extraction et fronts d'abattage*

L'épaisseur d'extraction maximale est de 57 mètres et la côte minimale d'extraction est de +1068 mètres NGF.

Les fronts d'abattage sont constitués d'au plus 3 gradins de 15 mètres maximum de hauteur verticale et un gradin de 12 mètres maximum de hauteur verticale ; ces gradins sont séparés par des banquettes horizontales de 10 mètres de largeur minimum. La largeur minimum des banquettes inférieures est réduite à 7 m lors de la dernière phase d'exploitation.

## **CHAPITRE 3.2 DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

### **Article 3.2.1 Conservation des documents tenus à la disposition de l'inspection**

L'exploitant conserve, et le cas échéant tient à jour les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation visé dans le présent arrêté,
- le cas échéant les dossiers de demandes et notifications postérieures adressées au Préfet,
- les plans tenus à jour,
- le présent arrêté préfectoral et les cas échéant les arrêtés préfectoraux complémentaires,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres mentionnés dans le présent arrêté ou utilisés pour répondre aux exigences de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que ceux utilisés par l'exploitant pour piloter et suivre le niveau d'activité de la carrière (entrée/sortie des matériaux et déchets) ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Les documents visés dans le dernier alinéa ci-dessus sont conservés durant 5 années au minimum sauf dispositions contraires et de manière à garantir le transfert approprié des informations, notamment en cas de changement d'exploitant. Les autres documents sont conservés jusqu'à la réception du procès verbal de réalisation des travaux mentionnés à l'article R.512-39-3 du code de l'environnement.

Ces documents sont tenus en permanence à la disposition de l'inspection de l'environnement.

## **CHAPITRE 3.3 COMMISSION LOCALE DE CONCERTATION ET DE SUIVI**

### **Article 3.3.1**

L'exploitant met en place une commission locale de concertation et de suivi. Sa composition comprend au minimum un représentant de l'exploitant, un représentant des communes concernées, les riverains et un représentant de chaque association de protection de l'environnement locale. Le préfet et l'inspection de l'environnement sont informés de la tenue de chaque réunion.

La commission se réunit au moins une fois par an les deux premières années d'exploitation suivant la présente autorisation, puis sur sollicitation d'un des membres de la commission dans la limite maximale d'une réunion par an.

L'exploitant présente lors des réunions les actions menées et programmées pour respecter les dispositions du présent arrêté, les résultats de la surveillance, des suivis et des diagnostics réalisés depuis la précédente réunion.

---

## **TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

---

### **CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU**

#### **Article 4.1.1**

L'alimentation en eau de la carrière est assurée par le réseau d'eau potable et la récupération des eaux de pluie, et est utilisée en vue de réduire les émissions de poussières et à des fins sanitaires.

### **CHAPITRE 4.2 REJETS DANS LE MILIEU NATUREL**

#### **Article 4.2.1**

Aucun rejet d'effluent n'est autorisé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être pollués par les hydrocarbures (aire étanche) sont collectées et évacuées vers une filière de traitement légale.

### **CHAPITRE 4.3 MESURES COMPLÉMENTAIRES**

#### **Article 4.3.1**

L'arrivée d'eau générale est équipée d'un dispositif de disconnexion et d'un dispositif permettant de mesurer le volume d'eau prélevée dans le réseau.

---

## **TITRE 5 - DÉCHETS**

---

#### **Article 5.1.1**

Le personnel chargé d'effectuer les contrôles à l'entrée du site et lors du déchargement des camions de déchets inertes provenant de l'extérieur du site, est formé et dispose des moyens permettant de mettre en œuvre les consignes d'acceptation ou de refus des déchets. Ces consignes portent également sur la lutte contre l'apport et la diffusion des semences d'ambroisie.

Une benne est implantée à proximité de la zone de déchargement des camions de déchets inertes provenant de l'extérieur du site afin d'y déposer les déchets qui ne sont pas autorisés. Le contrôle visuel après déchargement, et le cas échéant la dépose des déchets non autorisés dans la benne, sont réalisés immédiatement. Des produits absorbants sont mis à disposition à proximité de la zone lors des déchargements pour être utilisés dès que possible en cas de nécessité.

---

## TITRE 6 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS

---

### CHAPITRE 6.1 NIVEAUX ACOUSTIQUES

#### Article 6.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation

En application de l'article 3 de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Périodes	Période de jour allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	63 dB(A)	Sans objet

### CHAPITRE 6.2 VIBRATIONS

#### Article 6.2.1

La limite à ne pas dépasser, des vitesses particulières pondérées mentionnée à l'article 22.2 de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières est réduite à 5 mm/s.

---

## TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

---

### CHAPITRE 7.1 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

#### Article 7.1.1 Consignes d'exploitation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées,
- les instructions de maintenance et nettoyage des installations,
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer

dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion,

- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- le cas échéant les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection de l'environnement en cas d'accident.

## **CHAPITRE 7.2 LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

### **Article 7.2.1 Réserve d'eau**

L'exploitant dispose d'une réserve d'eau contre l'incendie assurée par une cuve de 30 m<sup>3</sup> conforme à l'arrêté du 27 février 2017 portant RDDECI (fiche 2.2.1) située à au plus 200 mètres de l'entrée principale du bâtiment (bungalow) en empruntant les voies accessibles en tout temps aux moyens de secours.

---

## **TITRE 8 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS**

---

### **CHAPITRE 8.1 PROGRAMME DE SURVEILLANCE**

#### **Article 8.1.1 Principe et objectifs du programme de surveillance**

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection de l'environnement.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

#### **Article 8.1.2 Conditions générales**

Les mesures sont réalisées, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent et le cas échéant par



un organisme accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

## **CHAPITRE 8.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE LA SURVEILLANCE**

### **Article 8.2.1 Surveillance de la consommation d'eau**

L'exploitant tient à jour un registre des consommations d'eau relevées à minima une fois par mois.

### **Article 8.2.2 Surveillance des niveaux sonores**

Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès l'ouverture de l'extension objet de la présente autorisation et ensuite, à chaque changement de phase d'exploitation. Les points de mesure sont ceux utilisés dans l'étude d'impact de la demande d'autorisation environnementale.

### **Article 8.2.3 Surveillance des niveaux de vibration lors des tirs de mines**

Un contrôle des niveaux de vibrations générées lors des tirs des mines est réalisé à chaque tir lors de la première année d'exploitation de l'extension objet de la présente autorisation, et par la suite au moins deux fois par an.

Lorsque le résultat d'un contrôle des niveaux de vibration est supérieur à 3 mm/s, un contrôle est réalisé au plus tard dans un délai de six mois.

Lorsque le résultat d'un contrôle des niveaux de vibration est supérieur à 5 mm/s, un contrôle est réalisé au prochain tir de mines.

Les points de mesures sont ceux situés à proximité des constructions les plus proches.

## **CHAPITRE 8.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS**

### **Article 8.3.1 Résultats de la surveillance**

L'exploitant suit les résultats des mesures, les analyse et les interprète.

Lorsque des résultats font état de risques ou inconvénients pour l'environnement, ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement, il prend les actions correctives appropriées et, sous un mois à compter de la réception des résultats, informe l'inspection de l'environnement des résultats et des actions prévues ou entreprises. Sous un délai d'un mois à compter de la réalisation des actions entreprises, l'exploitant fait procéder dans les mêmes conditions aux mesures dont les résultats n'étaient pas conformes aux valeurs réglementaires.

Les enregistrements des résultats d'analyse sont conservés et mis à disposition de l'inspection de l'environnement à minima 10 ans.

---

## TITRE 9 PROTECTION DE LA NATURE

---

### Article 9.1.1 Mesures d'évitement et de réduction, mesures en faveur de la biodiversité

L'absence de nécessité d'une dérogation telle qu'énoncée à l'article 1 du Titre I du présent arrêté est subordonnée au respect des conditions suivantes :

#### Mesures en faveur des habitats

Travaux de maintien d'un milieu ouvert (pelouse au nord-est de la zone d'extension de la carrière)

La pelouse située au nord-est de l'extension de la carrière, d'une superficie de 136 ares, est clôturée et un accès pour le bétail y est aménagé. Cette pelouse fait l'objet d'une gestion agricole favorable à la biodiversité (faible chargement en UGB à l'hectare, absence de passage de broyeur à cailloux et absence d'épandage de fertilisants). Le bois situé au nord-est, d'une surface de 66 ares, est géré de manière à maintenir un milieu de pré-bois.

Ces parcelles sont implantées conformément au plan de localisation annexé au présent arrêté.

Le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu de garantir cette gestion avec la commune de Jougne, propriétaire des parcelles sous la forme d'une obligation réelle environnementale ou de tout autre dispositif équivalent permettant d'assurer la pérennisation de cette mesure.

Mesures en faveur de l'avifaune, des chiroptères et de l'Écureuil roux.

Travaux d'abattage et de défrichage.

Les travaux sur la végétation terrestre susceptibles de nuire à l'avifaune en période de nidification sont réalisés en dehors de la période du 15 mars au 31 août inclus.

Les travaux d'abattage des arbres sont réalisés en une seule campagne, entre le 15 septembre et 30 novembre.

Un écologue procède, au maximum 3 jours avant les opérations d'abattage, à une recherche des gîtes potentiels (cavités, écorces décollées). Une recherche spécifique du Murin de Bechstein (*Myotis bechsteinii*) est réalisée.

Dans le cas où des cavités ou des écorces décollées sont repérées, les arbres sont abattus avec précautions pour éviter une chute brutale. En présence de gîtes potentiels, le protocole d'abattage comprend un démontage de la cavité avec soin via l'utilisation d'élingues. La section abattue contenant la cavité est laissée au sol 24 heures avant son évacuation et l'entrée du gîte est apparente.

Travaux de remblaiement.

Sur le front sud-est, un contrôle avant remblaiement, à n et n+1, est réalisé en décembre-janvier avec une recherche spécifique d'occupation du site par le Grand-duc d'Europe (*Bubo bubo*). En cas de présence avérée de l'espèce sur ce secteur, les remblais ne sont déposés qu'en automne.

#### **Article 9.1.2 Mesures de suivi**

L'exploitant met en place un suivi de la faune et de la flore. Ce suivi porte, a minima, sur la flore, sur le cortège avifaunistique et les lépidoptères selon les protocoles suivants :

##### *Flore et habitat*

Un suivi écologique de la pelouse et du pré-bois (milieux ré-ouverts par pâturage de la pelouse enfrichée) est réalisé, durant toute la durée de l'exploitation, aux années n+1, n+5, n+10, n+15, n+20 et n+30.

Les inventaires floristiques sont réalisés par deux relevés phytosociologiques dans les deux milieux objets de la restauration (pelouse et pré-bois enfrichés). Le premier inventaire a lieu avant la réouverture des milieux (année n). Ces inventaires permettent d'appréhender l'évolution du cortège suite au pâturage. Un troisième relevé est effectué dans la pelouse ouverte sur le coteau Sud afin de servir de point de référence

##### *Avifaune*

Un suivi spécifique du Grand-duc d'Europe (*Bubo bubo*) est réalisé aux années n+1 et n+2 sur le front de taille Sud-Est.

Les inventaires sont réalisés selon la méthode des IPA avec deux points d'écoute conformément au plan de localisation des points de suivi annexé au présent arrêté (un point dans la pelouse pâturée et un point dans la pelouse à ré-ouvrir). Ces inventaires permettent d'évaluer les modifications des cortèges d'oiseaux et notamment celui des espèces des agrosystèmes extensifs.

##### *Lépidoptères*

Les inventaires sont réalisés selon le protocole de Suivi temporel des Rhopalocères de France (STERF) du programme Vigie-Nature, et de façon à permettre une comparaison avec les résultats d'inventaires de l'état initial. Les inventaires sont conduits deux fois, entre le 1<sup>er</sup> juin et le 31 août, par transect d'environ 200 m de long traversant la pelouse ré-ouverte conformément au plan de localisation des points de suivi annexé au présent arrêté, ainsi que sur l'ensemble des terrains ré-ouverts. Ces inventaires permettent d'évaluer la diversification du peuplement et les éventuels effets du pâturage sur les espèces patrimoniales.

##### *Remise en état du site*

Un suivi de la remise en état du site en fin d'exploitation et un suivi post-exploitation l'année n+1 après la fin de l'autorisation d'extraire sont effectués. Ces suivis visent à vérifier la fonctionnalité de la remise en état et apporter si nécessaire des mesures correctives.

Ces suivis font l'objet de comptes-rendus à transmettre au plus tard au service Biodiversité Eau Patrimoine de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté avant le 31 décembre de l'année concernée.

Les comptes-rendus doivent comprendre a minima, les éléments suivants, lesquels doivent également être fournis au format tableur informatique :

- le nom de l'opérateur ;
- les dates d'intervention ;
- le nom latin des espèces protégées inventoriées,
- le lieu (coordonnées GPS, si possible en Lambert 93 ou préciser la projection).

Ces données sont intégrées dans les bases de données de la DREAL de Bourgogne-Franche-Comté. La DREAL peut librement utiliser tous acquis bruts ou transformés relatifs à la connaissance des milieux naturels et des espèces (rapports et documents graphiques et cartographiques, données floristiques et faunistiques, données géographiques, etc), même partiels. Cette utilisation s'exerce dans le strict respect des droits moraux de l'auteur.

### **Article 9.1.3 Espèces exotiques envahissantes**

L'exploitant prend toutes les précautions nécessaires au regard des espèces exotiques envahissantes (EEE) en conformité avec le Règlement (UE) du Parlement Européen et du Conseil n°1143/2014 du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes et les Règlements d'exécution de la Commission n°2016/1141 du 13 juillet 2016 et n°2017/1263 du 12 juillet 2017 adoptant une liste des EEE préoccupantes pour l'Union conformément au règlement n°1143/2014. Aucun individu d'EEE ne doit être importé sur le site. Les engins, notamment, sont sains et vérifiés en ce sens (nettoyage préalable et évacuation des éventuelles EEE en vue de leur destruction).

En cas de découverte d'EEE toutes les précautions sont prises pour ne pas propager ces espèces et toutes les mesures sont prises pour détruire ces espèces dans les règles de l'art. Un appui du Conservatoire Botanique National peut être recherché pour ce faire.

L'exploitant recherche régulièrement (au moins une fois par an, en période favorable à leur détection), les espèces exotiques envahissantes. Un arrachage manuel des spécimens est réalisé le cas échéant et toutes les précautions sont prises pour éviter leur dissémination.

### **Article 9.1.4 Remise en état du site**

Les espèces végétales sélectionnées pour l'ensemencement des remblais et du carreau sont issues de variétés locales. Les plants bénéficient du label « Végétal local » ou présentent une origine et une traçabilité équivalente.

## TITRE 10 ÉCHÉANCES

A titre informatif, les principales échéances sont les suivantes :

Articles	Type de mesures à prendre	Date d'échéance / périodicité
Article 2.3.1 et du présent arrêté	Constitution des garanties financières et transmission du document au Préfet	À la mise en activité de la carrière
Article 8 de l'arrêté du 22 septembre 1994	Notification de la mise en service de l'installation	À la mise en service de l'installation
Article 9.1.2 du présent arrêté	Transmission d'un rapport de suivi	Au 31 décembre de chaque année concernée par un suivi
Point V de l'article 4 de l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets	Déclaration annuelle GERP	Au plus tard le 31 mars de l'année suivante
Article 8.3.1 du présent arrêté	Information de résultats de surveillance non satisfaisants	Délai d'un mois
Article R.181-46 du code de l'environnement	Porter à la connaissance du Préfet les modifications notables	Avant réalisation des modifications
Article R.512-69 du code de l'environnement	Information des accidents et incidents	Dans les meilleurs délais
Article 2.2.1 du présent arrêté	Fin des travaux d'extraction des matériaux	À partir des 6 mois précédant la date d'échéance de l'autorisation d'exploiter la carrière
Article R512-39-1 du code de l'environnement	Notification de la date d'arrêt définitif	Au moins 6 mois avant l'arrêt définitif
Article 2.4.3 du présent arrêté	Achèvement de la remise en état du site	Au moins 3 mois avant la date d'échéance de l'autorisation

## TITRE 11 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION

### Article 11.1.1 Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de



Besançon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la présente décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la présente décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 11.1.2            Publicité**

Le présent arrêté est notifié à la S.A.S. Faivre-Rampant.

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Jougne et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Jougne pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé aux conseils municipaux de Jougne, Les Hôpitaux-Neufs, Les Hôpitaux-Vieux, Métabief, Saint-Antoine et Touillon-et-Loutelet, ainsi qu'au conseil départemental du Doubs.

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Doubs, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

### Article 11.1.3 Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Doubs, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur départemental des territoires et le Maire de Jougne sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Besançon, le 26 JAN. 2021

Le préfet  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général  
Jean-Philippe SETBON



---

## **TITRE 12      - ANNEXES**

---

Annexe 1 : Plan de remise en état

Annexe 2 : Plan de phasage des travaux (phase 1 à phase 4)

Annexe 3 : Plan de localisation des mesures en faveur de la biodiversité

Annexe 4 : Plan de localisation des points de suivi écologique

Table des matières

Annexe 1 : Plan de remise en état

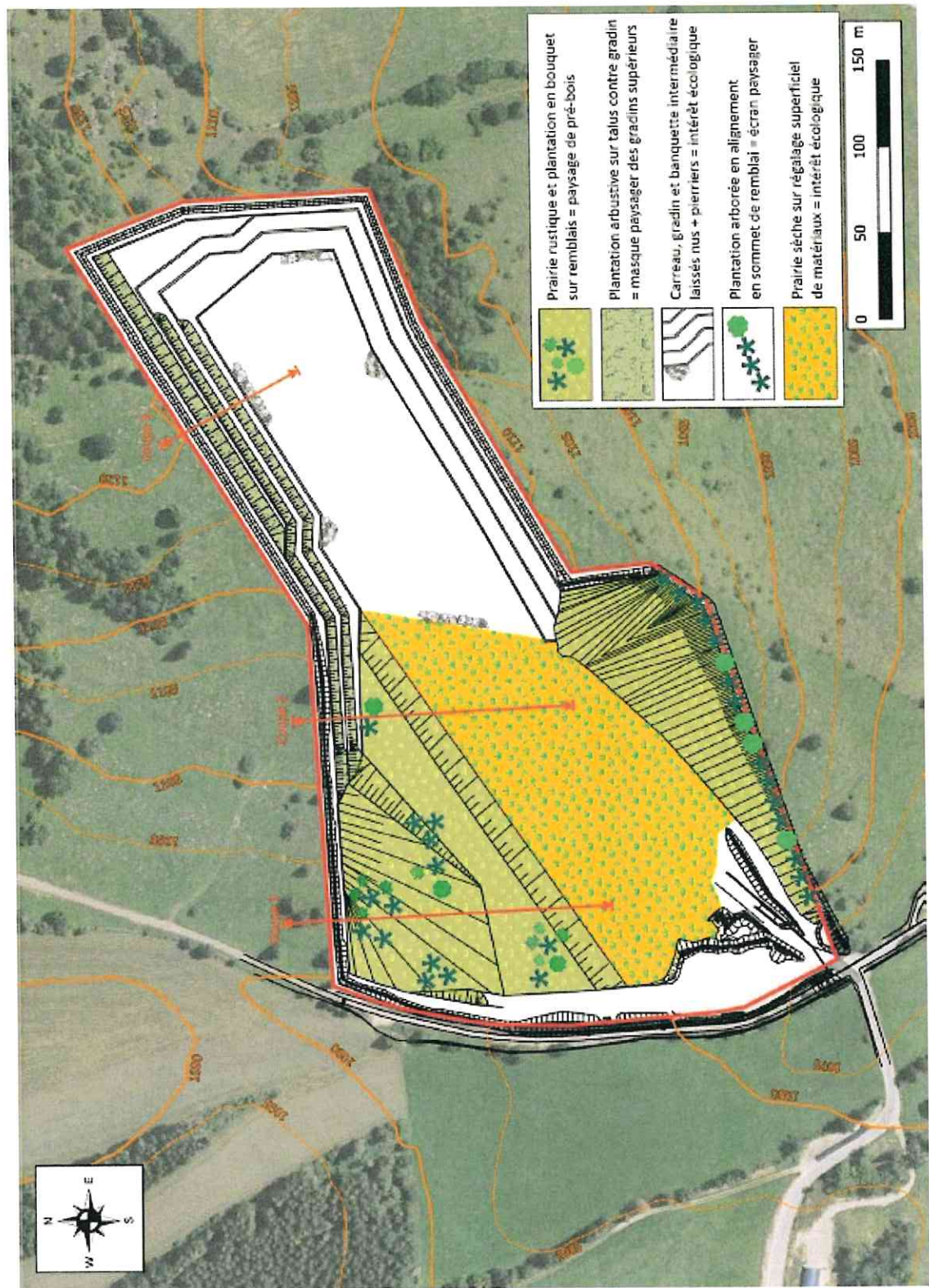
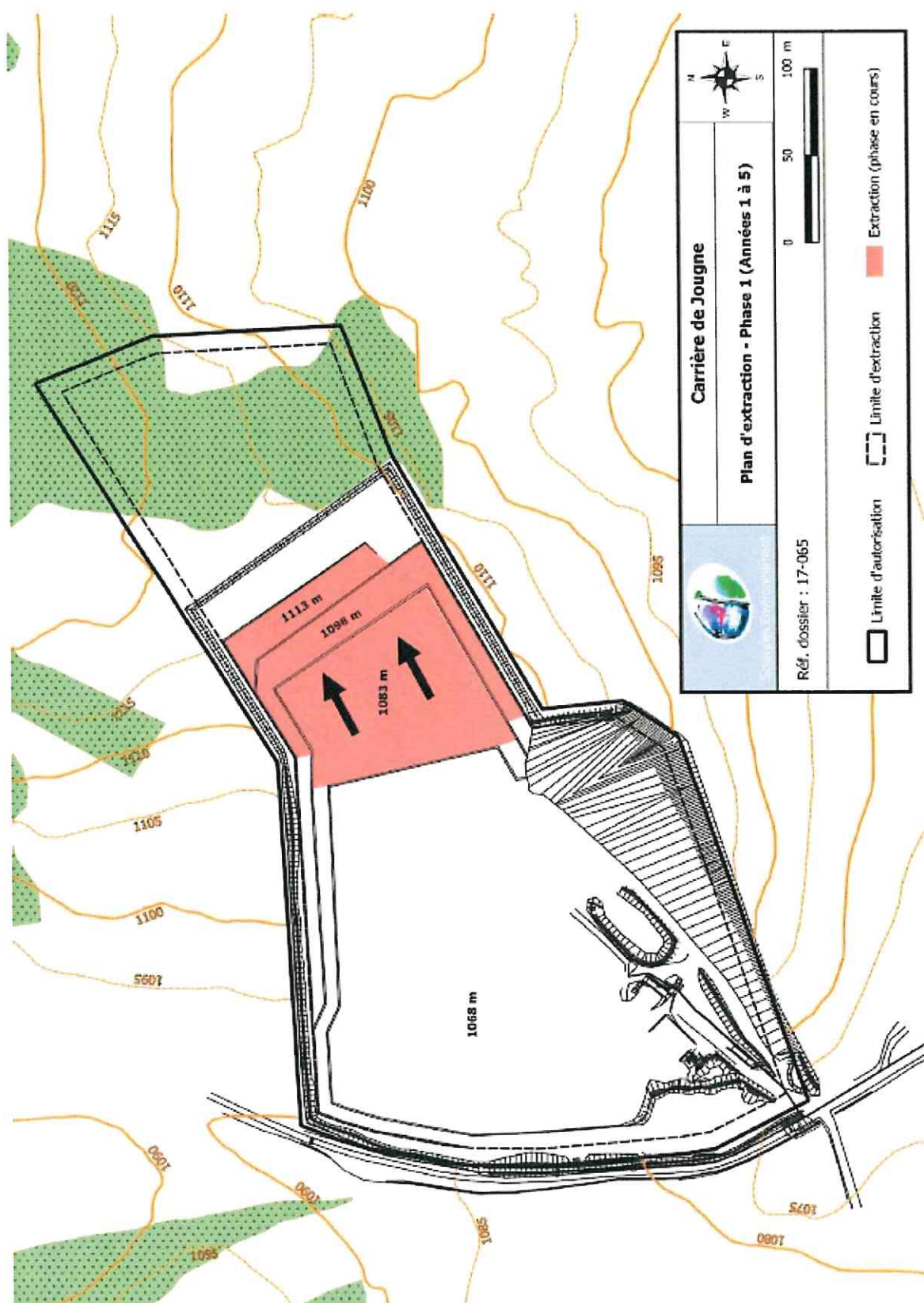


Figure 1 : Principes de remise en état

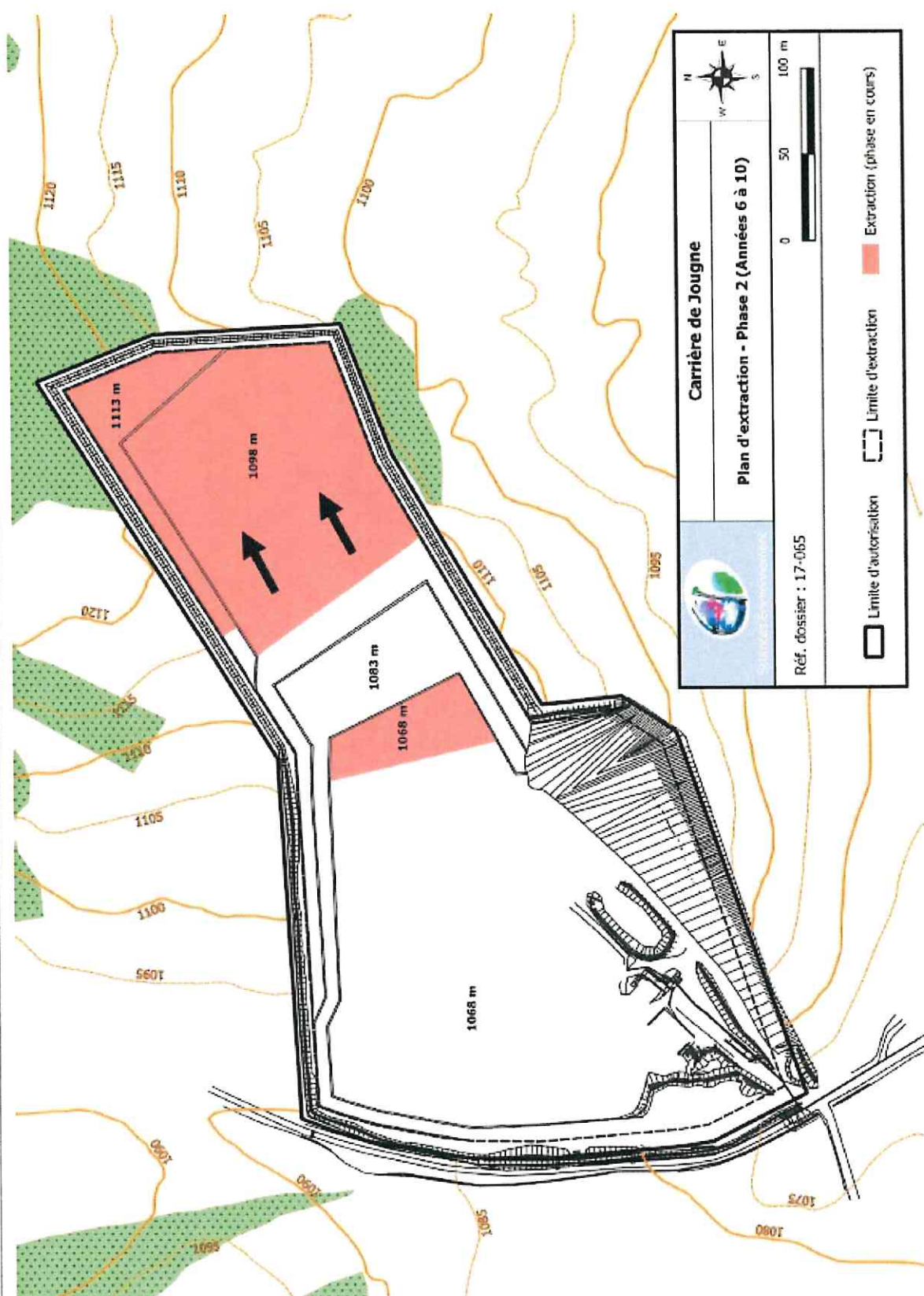


Annexe 2 : Plan de phasage des travaux (phase 1)

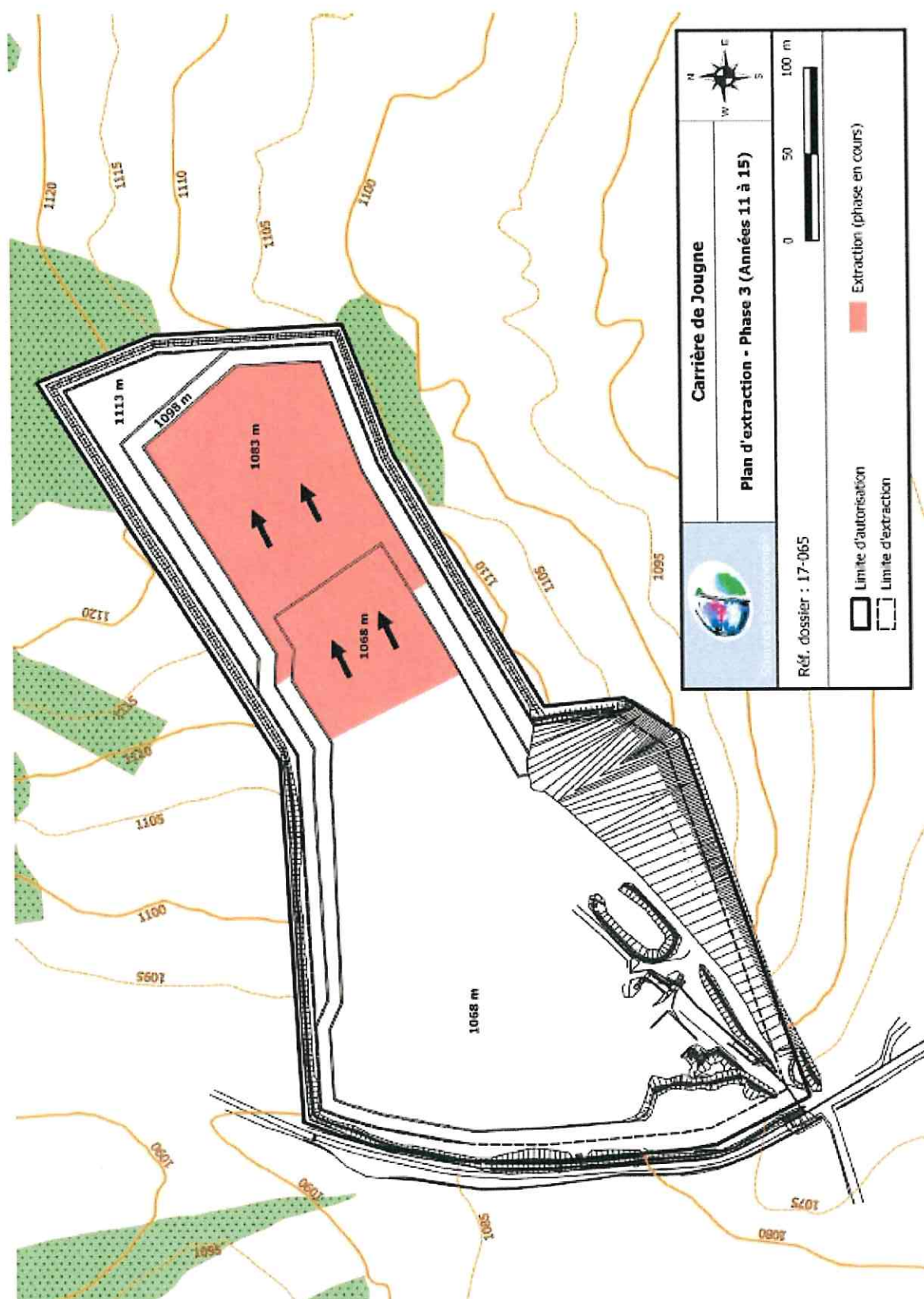




Annexe 2 : Plan de phasage des travaux (phase 2)

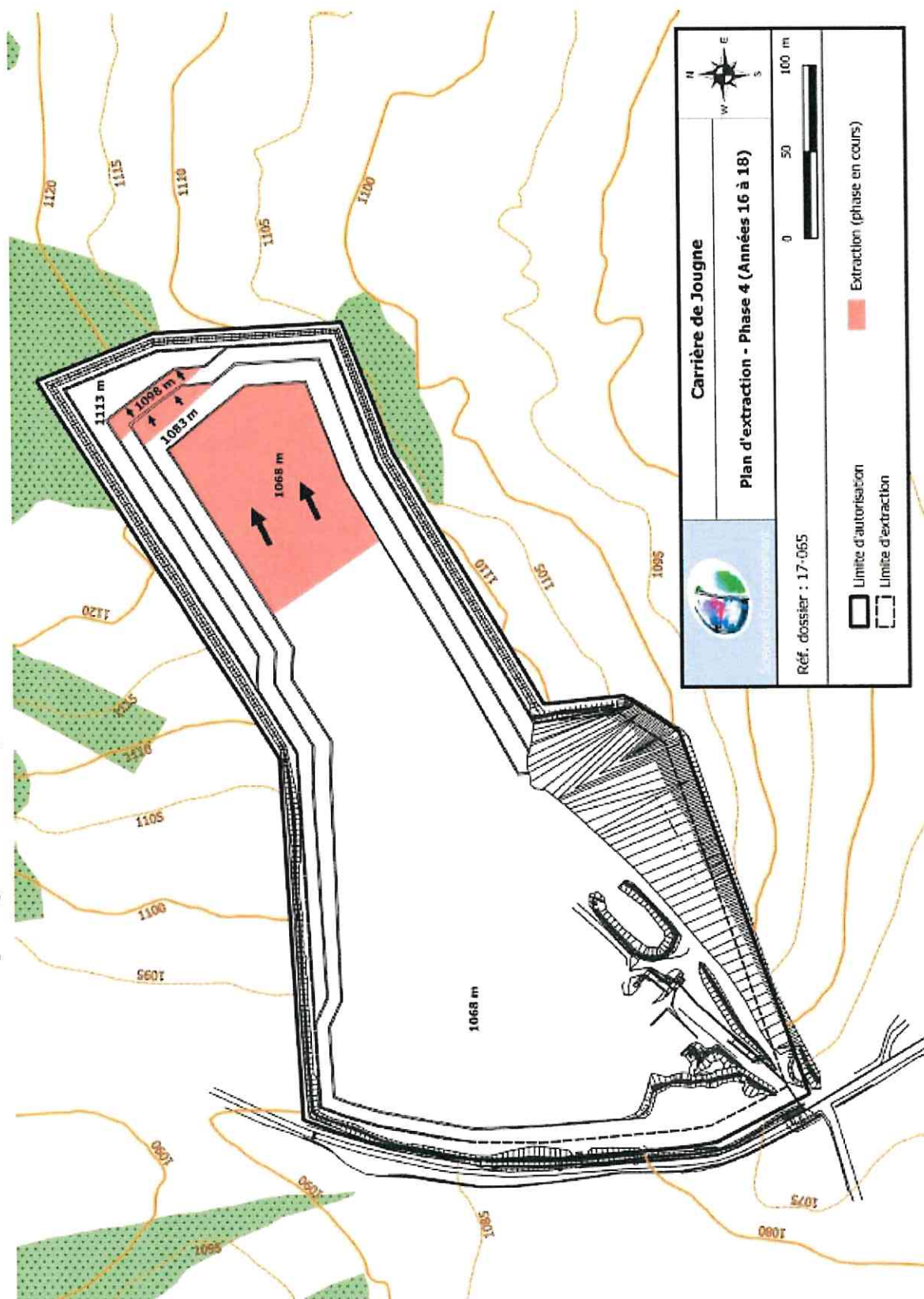


Annexe 2 : Plan de phasage des travaux (phase 3)





Annexe 2 : Plan de phasage des travaux (phase 4)



## Annexe 3 : Plan de localisation des mesures en faveur de la biodiversité

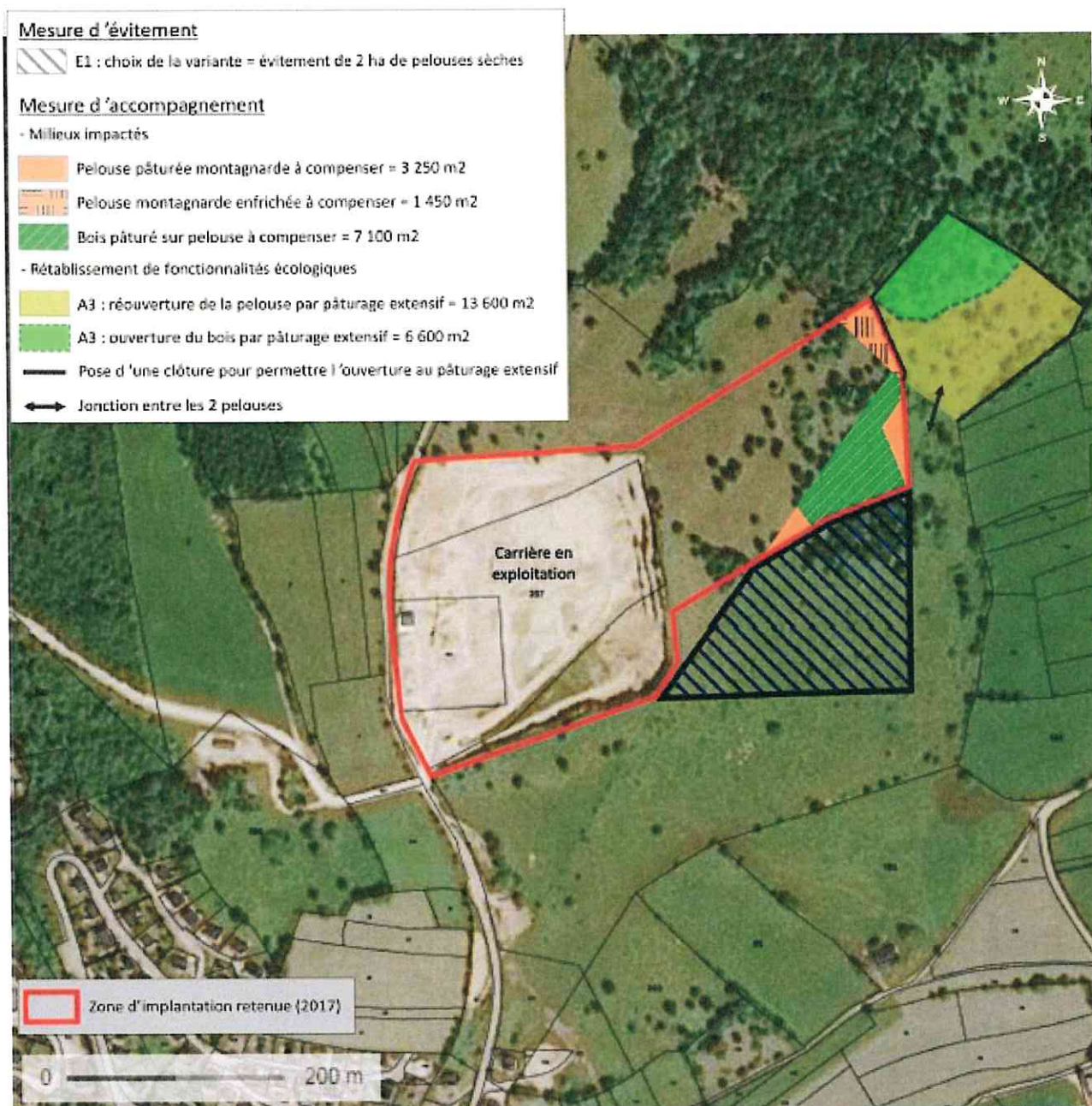


Figure 81 : Synthèse des mesures ERC



#### Annexe 4 : Plan de localisation des points de suivi écologique

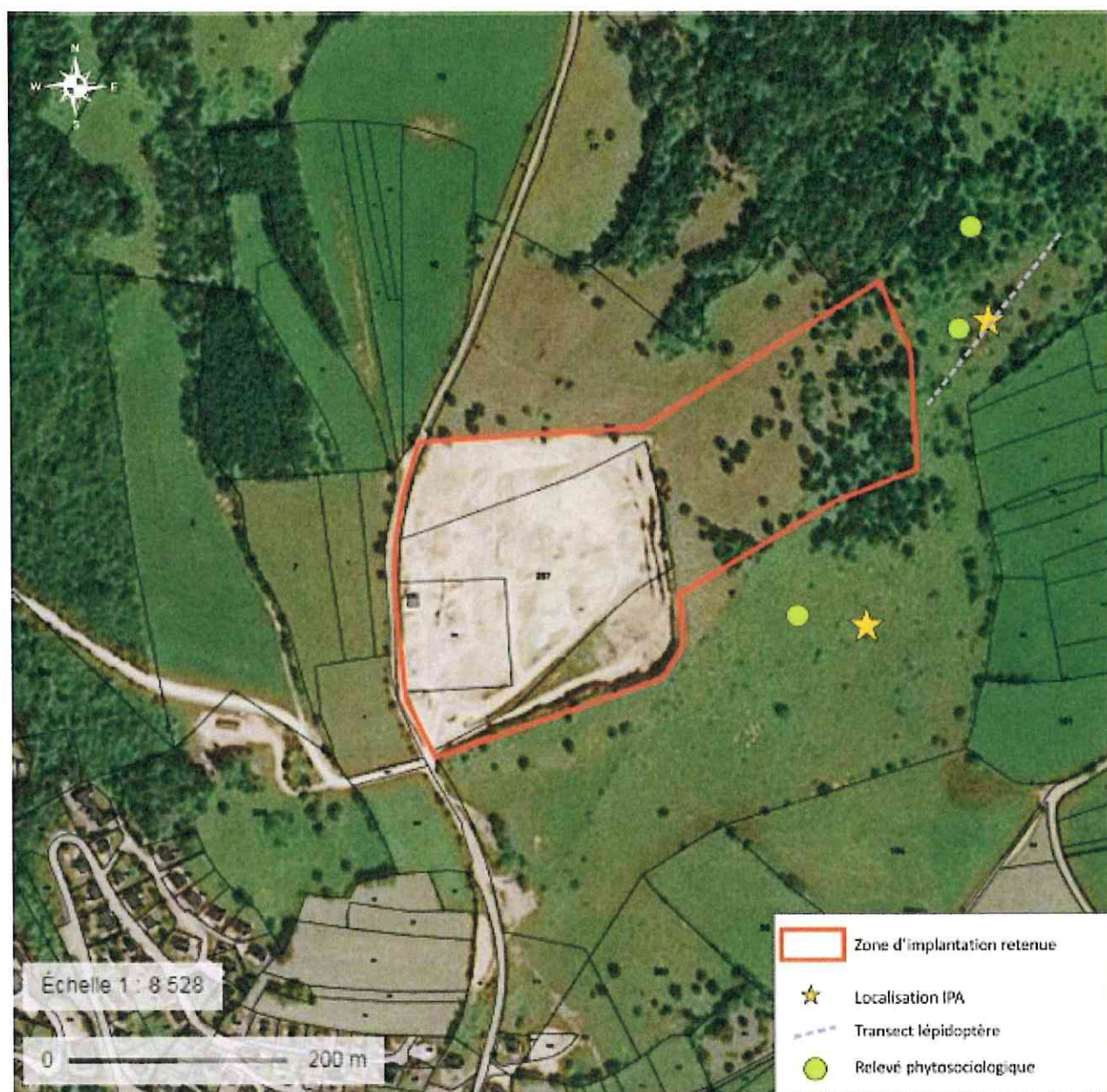


Figure 82 : Localisation des protocoles de suivi des mesures ERC

## Table des matières

<b>TITRE 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales.....</b>	<b><u>5</u></b>
<b>Chapitre 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....</b>	<b><u>5</u></b>
Article 1.1.1 Domaine d'application.....	<u>5</u>
Article 1.1.2 Exploitant titulaire de l'autorisation.....	<u>5</u>
Article 1.1.3 Installations concernées par l'autorisation environnementale.....	<u>5</u>
Article 1.1.4 Conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale.....	<u>5</u>
Article 1.1.5 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs.....	<u>6</u>
<b>TITRE 2 Dispositions générales portant sur l'autorisation au titre de l'article L.512-1 du code de l'environnement et aux autorisations, enregistrements et déclarations au titre des articles L.512-1, L.214-3, L.512-7 et L.512-8 du code de l'environnement.....</b>	<b><u>6</u></b>
<b>Chapitre 2.1 Nature des installations.....</b>	<b><u>6</u></b>
Article 2.1.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.....	<u>6</u>
Article 2.1.2 Consistance des installations autorisées.....	<u>7</u>
<b>Chapitre 2.2 Durée de l'autorisation.....</b>	<b><u>8</u></b>
Article 2.2.1 Durée de l'autorisation.....	<u>8</u>
<b>Chapitre 2.3 Garanties financières.....</b>	<b><u>8</u></b>
Article 2.3.1 Montant des garanties financières.....	<u>8</u>
<b>Chapitre 2.4 Mise à l'arrêt des équipements et Cessation d'activité.....</b>	<b><u>8</u></b>
Article 2.4.1 Équipements abandonnés.....	<u>8</u>
Article 2.4.2 Cessation d'activité.....	<u>9</u>
Article 2.4.3 Modalités de remise en état du site.....	<u>9</u>
<b>Chapitre 2.5 Respect des autres législations et réglementations.....</b>	<b><u>9</u></b>
<b>TITRE 3 – Gestion de l'établissement.....</b>	<b><u>9</u></b>
<b>Chapitre 3.1 Exploitation des installations.....</b>	<b><u>9</u></b>
Article 3.1.1 Modalités d'extraction.....	<u>9</u>
Article 3.1.1.1 Décapage.....	<u>9</u>
Article 3.1.1.2 Épaisseur d'extraction et fronts d'abattage.....	<u>9</u>
<b>Chapitre 3.2 documents tenus à la disposition de l'inspection.....</b>	<b><u>10</u></b>
Article 3.2.1 Conservation des documents tenus à la disposition de l'inspection.....	<u>10</u>
<b>Chapitre 3.3 commission locale de concertation et de suivi.....</b>	<b><u>10</u></b>
<b>TITRE 4 Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.....</b>	<b><u>11</u></b>
<b>Chapitre 4.1 Prélèvements et consommations d'eau.....</b>	<b><u>11</u></b>
<b>Chapitre 4.2 Rejets dans le milieu naturel.....</b>	<b><u>11</u></b>
<b>Chapitre 4.3 Mesures complémentaires.....</b>	<b><u>11</u></b>
<b>TITRE 5 - Déchets.....</b>	<b><u>11</u></b>
<b>TITRE 6 Prévention des nuisances sonores, des vibrations.....</b>	<b><u>12</u></b>
<b>Chapitre 6.1 Niveaux acoustiques.....</b>	<b><u>12</u></b>
Article 6.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation.....	<u>12</u>
<b>Chapitre 6.2 Vibrations.....</b>	<b><u>12</u></b>
<b>TITRE 7 - Prévention des risques technologiques.....</b>	<b><u>12</u></b>
<b>Chapitre 7.1 Dispositions d'exploitation.....</b>	<b><u>12</u></b>



Article 7.1.1	Consignes d'exploitation.....	<u>12</u>
<b>Chapitre 7.2</b>	<b>Lutte contre l'incendie.....</b>	<b><u>13</u></b>
Article 7.2.1	Réserve d'eau.....	<u>13</u>
<b>TITRE 8</b>	<b>- Surveillance des émissions et de leurs effets.....</b>	<b><u>13</u></b>
<b>Chapitre 8.1</b>	<b>Programme de surveillance.....</b>	<b><u>13</u></b>
Article 8.1.1	Principe et objectifs du programme de surveillance.....	<u>13</u>
Article 8.1.2	Conditions générales.....	<u>13</u>
<b>Chapitre 8.2</b>	<b>Modalités d'exercice et contenu de la surveillance.....</b>	<b><u>14</u></b>
Article 8.2.1	Surveillance de la consommation d'eau.....	<u>14</u>
Article 8.2.2	Surveillance des niveaux sonores.....	<u>14</u>
Article 8.2.3	Surveillance des niveaux de vibration lors des tirs de mines.....	<u>14</u>
<b>Chapitre 8.3</b>	<b>Suivi, interprétation et transmission des résultats.....</b>	<b><u>14</u></b>
Article 8.3.1	Résultats de la surveillance.....	<u>14</u>
<b>TITRE 9</b>	<b>Protection de la nature.....</b>	<b><u>15</u></b>
Article 9.1.1	Mesures d'évitement et de réduction, mesures en faveur de la biodiversité.....	<u>15</u>
Article 9.1.2	Mesures de suivi.....	<u>16</u>
Article 9.1.3	Espèces exotiques envahissantes.....	<u>17</u>
Article 9.1.4	Remise en état du site.....	<u>17</u>
<b>TITRE 10</b>	<b>échéances.....</b>	<b><u>18</u></b>
<b>TITRE 11</b>	<b>Délais et voies de recours-Publicité-Exécution.....</b>	<b><u>18</u></b>
Article 11.1.1	Délais et voies de recours.....	<u>18</u>
Article 11.1.2	Publicité.....	<u>19</u>
Article 11.1.3	Exécution.....	<u>20</u>
<b>TITRE 12</b>	<b>- Annexes.....</b>	<b><u>21</u></b>